Baromètre des associations réalisé par la Fondation Roi Baudouin et IPSOS sur 700 associations dans les mêmes conditions que le baromètre précédent (blog janvier 2014)

Financement public: période 2012-2014

Ces subsides représentent 75% des recettes pour les très grandes et grandes associations mais seulement 39% pour les petites. Pour ces 3 années, environ 60% des associations contactées prévoient une dégradation financière et le pourcentage de celles tablant sur une amélioration étaient minime, dans la marge d'erreur de l'enquête.

Pour les 12 derniers mois, la dégradation financière a concerné 24% des petites associations, 28% des grandes et 31% des très grandes inversement une amélioration a été constatée pour 19% des petites, 13% des grandes et 9% des très grandes.

Et l'avenir ? Les prévisions négatives n'ont jamais été aussi élevées (67%) et 43% craignent pour l'avenir du secteur, encore plus en Flandre qu'ailleurs.

Attribution des subsides :

La procédure d'attribution devient de plus en plus complexe et le résultat espéré moins certain. Environ 1/5 temps est consacré à cette recherche et ici proportionnellement, ce sont les petites associations qui sont les plus impactées. Un tiers des demandes sont refusées et un cinquième en attente suite à des demandes de précision.

Evolution attendue dans les douze prochains mois :

Tous les indicateurs indiquent une réduction probable de ces subsides et la situation semble encore plus préoccupante en Flandre qu'ailleurs.

Réponses aux difficultés :

Différentes actions peuvent être utilisées :

- recours au financement privé avec toutes les difficultés en rapport avec les objectifs.
- évolution du fonctionnement vers un modèle plus entrepreneurial.
- augmenter l'efficacité des ressources (rationalisation, compression de personnel, améliorer les collaborations, fusion...)
- accroître la visibilité et la plus value sociale, vendre son expertise...

Les petites associations sont évidemment moins bien armées pour répondre à ces défis.

L'adaptation est nécessaire pour durer. Le secteur associatif doit rester un domaine important dans notre société pour les services qu'il rend et qui ne sont pas plus onéreux que dans un système totalement public ou libéralisé.